

# *Commission des relations de travail de l'Ontario*

# **EN RELIEF**

Rédacteurs : Voy Stelmaszynski, avocat  
Leonard Marvy, avocat

Novembre 2007

## **Calendrier de la Commission pour la période des Fêtes**

Voir ci-joint l'Avis aux milieux du travail.

## **Résumés de décisions**

Sont résumées ci-dessous certaines décisions rendues par la Commission des relations de travail de l'Ontario en octobre 2007. Ces décisions paraîtront dans le numéro de septembre-octobre des *Reports* de la Commission. Le texte intégral des décisions rendues récemment peut être consulté sur le site Web de l'Institut canadien d'information juridique, à [http://www.ijcan.org/index\\_fr.html](http://www.ijcan.org/index_fr.html).

### **Interdiction – Accréditation – Industrie de la construction – Reconnaissance volontaire**

Dans une requête en accréditation déposée par le STTP, l'intervenant, le syndicat local 183, prétendait que la requête était frappée d'interdiction en raison de l'existence d'un accord de reconnaissance volontaire (ARV) avec l'employeur intimé – En réponse, le STTP avançait que, au moment où le syndicat local 183 avait conclu l'ARV avec l'employeur, l'unité de négociation figurant dans l'ARV ne renfermait aucun employé – Selon la Commission et aux fins de l'art. 66, l'établissement d'une relation d'emploi est critique, peu importe que des travaux aient ou non été exécutés pour le compte de l'employeur à la date de conclusion de l'ARV – La Commission estime qu'il s'instaure une relation d'emploi dès l'acceptation d'une offre d'emploi non conditionnelle, une fois que les documents nécessaires à l'embauchage ont été remplis – La Commission juge que le syndicat local 183 et l'employeur n'étaient pas tenus d'attendre que les

employés aient effectivement commencé les travaux pour conclure l'ARV – Il n'y a donc aucune raison d'annuler l'accord – L'affaire suit son cours

**DISTINCTION SERVICE PLUS INC. ; RE THE CANADIAN UNION OF POSTAL WORKERS (CUPW); RE UNIVERSAL WORKERS UNION, LIUNA, LOCAL 183; File No. 1856-06-R; Dated October 25, 2007; Panel: Peter F. Chauvin (7 pages)**

### **Normes d'emploi – Inconduite volontaire**

– L'employeur demandait la révision d'une décision de l'agent des normes d'emploi selon laquelle l'employé avait été licencié pour avoir exercé ses droits en vertu des dispositions sur les congés d'urgence de la LNE – L'employeur possédait un manuel des employés, qui renfermait des politiques sur l'absentéisme, les retards et les mesures disciplinaires – L'employé avait à son dossier trois infractions à la discipline commises au cours des 12 mois antérieurs, pour absence « répréhensible » – L'employé avait fait l'objet de mesures disciplinaires une quatrième fois pour absence pendant les trois premières heures de son quart de travail – La Commission constate que la quatrième absence de l'employé était due au fait qu'il ne s'était pas réveillé à temps et non parce qu'il s'occupait de son fils – La Commission soutient que l'employé ne tentait pas de solliciter ou de réclamer un droit quelconque à un congé d'urgence ni tout autre droit en vertu de la LNE – La Commission conclut en outre que la quatrième absence de l'employé, même si elle était répréhensible, ne constitue pas un acte d'inconduite volontaire – L'ordonnance d'indemnisation est ramenée à une ordonnance

de paiement d'une indemnité de licenciement et de cessation d'emploi – Requête en partie admise

**FAG AEROSPACE INC.; RE CHRIS NEAL AND DIRECTOR OF EMPLOYMENT STANDARDS;** File No. 3118-06-ES; Dated October 30, 2007; Panel: Patrick Kelly (7 pages)

---

**Accréditation – Industrie de la construction – Recours – Pratiques déloyales de travail –**

Dans le cadre de cette requête en accréditation corrective, la Commission tire les conclusions suivantes : Primo, le fait que l'adjoint du patron ait demandé aux employés s'ils avaient signé des cartes tenait de l'intimidation – Secundo, le fait que le propriétaire ait fait des déclarations sans mention de conséquences, effectives ou annoncées, ne rend pas ces déclarations illégales simplement parce qu'un employé les a entendues dans des conditions où l'on ne pouvait raisonnablement prévoir que l'employé les entende – Cependant, la tentative du propriétaire d'exercer une surveillance lors d'une assemblée tenue après les heures (et ailleurs que dans les locaux de l'employeur ou d'un client) dans le but de savoir qui pourrait être intéressé à faire partie du syndicat était abusive et contrevenait à l'art. 70 – Tertio, la mise en disponibilité d'un employé à la suite d'une diminution temporaire de travail n'était pas motivée par une quelconque animosité antisyndicale – Cette conclusion s'appuie sur le fait que l'employé n'avait pas concrètement manifesté son appui au syndicat ni essayé de faire du recrutement; de plus, l'employeur lui avait offert de réintégrer son emploi deux semaines plus tard – Quarto, la mise en disponibilité du principal organisateur syndical à l'interne constituait effectivement un congédiement, en contravention de l'art. 72 – La Commission juge que, s'il est vrai que l'employeur a contrevenu à la Loi, ces infractions et le licenciement de l'organisateur à l'interne ne sont pas graves au point de mener la Commission à conclure que les seuls recours appropriés sont ceux prévus par l'art. 11 – Par conséquent, la Commission ordonne le versement d'une indemnité à l'organisateur à l'interne ainsi qu'un affichage – La requête pour pratiques déloyales de travail est admise en partie; la requête en accréditation est rejetée

**L & L PAINTING AND DECORATING LTD.; RE THE INTERNATIONAL UNION OF PAINTERS AND ALLIED TRADES, LOCAL UNION 557;** File Nos. 4264-05-R; 0069-06-U; Dated October 15, 2007; Panel: David A. McKee (10 pages)

---

**Normes d'emploi** – Une employée réclamait du salaire impayé en rapport avec un système de

points bonis lancé par l'employeur pour encourager ses employés à vendre certains produits – Les points pouvaient être utilisés des façons suivantes : i) en présentant à l'employeur des réclamations de frais médicaux pour remboursement d'un montant équivalent; ii) en se procurant des produits du magasin à concurrence de 500 \$ à la fois; iii) en demandant le versement de l'équivalent des points sous forme de salaire, assujéti aux retenues réglementaires – Selon la position adoptée par l'employeur, les points ne constituaient pas du salaire – La Commission juge que le système de points possède une valeur monétaire spécifique, puisque, lorsque les points sont échangés contre de l'argent, l'employeur considère cet argent comme du « salaire », assujéti aux retenues réglementaires – La Commission rejette l'argumentation selon laquelle le congédiement de l'employée aurait pour effet de la priver en quelque sorte de son droit à échanger les points acquis contre de l'argent, étant donné que : i) l'employée n'a jamais été informée que la cessation de son emploi aurait une incidence sur son droit d'échanger ses points contre de l'argent; ii) le droit de l'employée est défini et peut être calculé à compter de la date du congédiement; iii) ainsi que l'employeur l'a admis, si l'employée avait su qu'elle allait être congédiée, elle aurait pu encaisser ses points sous une forme ou une autre avant la date de son congédiement – Appel admis; ordonnance de paiement de salaire rendue

**MILKYWAY PHAN; RE JCD HOLDINGS INC. O/A ENVIROTRENDS AND DIRECTOR OF EMPLOYMENT STANDARDS;** File No. 2664-06-ES; Dated October 4, 2007; Panel: Ian Anderson (3 pages)

---

**Grief dans l'industrie de la construction – Syndicat** – Dans ce renvoi d'un grief déposé par

l'OPG concernant le droit d'ex-employés à une indemnité de cessation d'emploi, la Commission doit d'abord se pencher sur une question préliminaire, à savoir si elle a la compétence voulue pour entendre le grief, l'Association des machinistes ayant déclaré qu'elle ne constitue pas un syndicat de l'industrie de la construction – La Commission, invoquant l'affaire *Ontario Hydro*, soutient que [traduction] « les antécédents d'une représentation des employés de la construction d'une façon séparée et distincte des autres employés » doivent être établis pour qu'un syndicat soit réputé être un syndicat de l'industrie de la construction, et les diverses pratiques syndicales pertinentes dans l'établissement de tels antécédents s'appuient sur le fait qu'un syndicat de l'industrie de la construction se dote généralement d'un bureau d'embauchage, d'une liste de travailleurs en disponibilité, ainsi que de

régimes de soins médicaux, d'aide sociale, de pension et d'autres avantages sociaux, de concert avec l'employeur ou indépendamment, et d'un programme de formation ou d'apprentissage – La Commission estime significatif : i) que les syndiqués chez OPG aient exactement le même statut au sein du syndicat que tous les autres membres, lesquels, clairement, ne travaillent pas dans le domaine de la construction; ii) que les syndiqués en cause n'aient jamais cherché à établir une qualité, des droits ou une représentation à titre distinct – Également, rien ne prouve que l'Association des machinistes ait jamais négocié ses conventions avec OPG ou Ontario Hydro conjointement avec des syndicats des métiers de la construction ni dans le cadre d'un conseil de ces syndicats; on a plutôt des preuves directes que l'Association a toujours négocié ses conventions indépendamment – Bien que la convention collective conclue par l'Association des machinistes et OPG renferme certaines dispositions beaucoup plus courantes dans l'industrie de la construction que dans les industries autres, les pratiques effectives de l'Association ont beaucoup plus de points en commun avec celles des syndicats d'industries autres que la construction – Enfin, la Commission juge que la définition de « syndicat » que donne l'art. 126, et plus particulièrement le terme « se rattache », devrait recevoir une interprétation stricte si l'on veut fonder sur la Loi la distinction entre construction et non-construction – Selon la Commission, l'Association des machinistes n'est pas un syndicat de l'industrie de la construction, et, par conséquent, la Commission n'a pas la compétence voulue pour statuer sur ce grief – Grief rejeté

**ONTARIO POWER GENERATION INC.;** RE INTERNATIONAL ASSOCIATION OF MACHINISTS AND AEROSPACE WORKERS; File No. 1456-06-G; Dated October 4, 2007; Panel: Mark J. Lewis (15 pages)

**Industrie de la construction – Conflit de juridiction** – Les requérants alléguaient que Strabag avait incorrectement affecté certains travaux du Projet de construction d'un tunnel à Niagara à des membres de l'Union des journaliers – Les requérants soutenaient que les travaux de percement des tunnels n'étaient pas du ressort exclusif de l'Union et qu'un certain nombre d'autres corps de métiers participaient activement à ces travaux – La Commission est d'avis qu'il est essentiel de tenir compte du contexte dans lequel les travaux se déroulent – La Commission n'est pas convaincue que l'affectation par Strabag des travaux en litige à des membres de l'Union des journaliers ait été à mauvais escient – L'affectation des travaux de construction du

tunnel à des membres de l'Union concorde tant avec la pratique régionale qu'avec la pratique établie dans le secteur des réseaux électriques, et elle respecte la répartition du travail reconnue à l'Union – En particulier, l'« exception faite pour le tunnel » dans les conventions de l'EPSCA et l'intégration à ces dernières du calendrier des travaux du tunnel compris dans la convention collective de la Heavy Engineering Association of Toronto démontrent cette reconnaissance – Requêtes rejetées

**STRABAG INC.;** ONTARIO POWER GENERATION; LIUNA, ONTARIO PROVINCIAL DISTRICT COUNCIL; LIUNA LOCAL 837; RE INTERNATIONAL ASSOCIATION OF BRIDGE, STRUCTURAL, ORNAMENTAL AND REINFORCING IRON WORKERS, LOCAL UNION 736; RE MILLWRIGHT REGIONAL COUNCIL OF ONTARIO, CJA AND ITS LOCAL 1007; ELECTRICAL POWER SYSTEMS CONSTRUCTION ASSOCIATION; File Nos. 0631-06-JD; 0632-06-JD; 1782-06-JD; 2014-06-JD; 2368-06-JD; Dated October 16, 2007; Panel: Harry Freedman (11 pages)

**Normes d'emploi – Inconduite volontaire** – L'employé sollicitait la révision du refus d'un agent des normes d'emploi de rendre une ordonnance de paiement – La politique de l'entreprise énonçait les points à respecter en matière de santé et sécurité – Des mesures disciplinaires progressives sanctionnaient les manquements des employés à la politique – Un troisième avis de sanction ayant été adressé à l'employé, celui-ci avait été informé que toute infraction ultérieure à la politique pourrait mener à son congédiement – L'employé avait contrevenu à la politique une quatrième fois, en maquillant la scène d'un accident et en ne signalant pas celui-ci – On avait présenté en preuve une vidéo de surveillance – Après examen du défaut de l'employé à se conformer à la politique de l'entreprise, la Commission conclut que les actes de l'employé peuvent être qualifiés d'inconduite volontaire – Requête rejetée

**SUPPLY CHAIN MANAGEMENT INC. AND DIRECTOR OF EMPLOYMENT STANDARDS;** RE MUSTAFA DAGINAWALA; File No. 4015-06-ES; Dated October 2, 2007; Panel: Patrick Kelly (8 pages)

## Procédures en instance

**Révision judiciaire – Lock-out – Justice naturelle – Pratique et procédure – Réexamen – Grève** – La TTC avait déposé une demande de déclaration, ses employés étant sur le point de

déclarer une grève illicite au début du quart du matin – La Commission avait donné avis au syndicat et à l'avocat qui représentait normalement le syndicat de la tenue, à 5 h 30 du matin, d'une audience par audioconférence pour traiter de la requête; l'avis avait été donné par des messages téléphoniques et l'envoi d'une télécopie au bureau du syndicat – La Commission affirmait que la requête avait été signifiée au syndicat et que celui-ci avait reçu l'avis d'audience – La Commission avait enjoint aux employés de mettre fin à toute participation à la grève illicite – L'ATU alléguait que la TTC avait illégalement mis ses employés en lock-out, et elle demandait le réexamen d'une ordonnance de renonciation antérieure (la décision Whitaker) – Selon la Commission, il n'y avait pas eu de lock-out, et les parties auraient pu soumettre leur différend à une procédure de grief et d'arbitrage – De plus, la Commission avait constaté que la grève illicite se poursuivait – La Commission avait déclaré que, même si elle devait constater que le syndicat n'avait pas reçu avis de l'audience initiale, il ne conviendrait pas qu'elle modifie son ordonnance – Le syndicat avait amplement eu l'occasion de présenter les observations qu'il avait pu faire antérieurement – Requête relative à un lock-out rejetée; demande de réexamen de la requête relative à une grève refusée – En révision judiciaire le syndicat déclarait que la Commission avait outrepassé sa compétence en tenant une « audience en accéléré » sans en avoir le pouvoir, et qu'il y avait eu violation de la justice naturelle en procédant en l'absence du syndicat lors de la première audience et en restreignant injustement le délai imparti au syndicat pour présenter sa preuve lors de la deuxième audience – La Cour relève que le contexte est souvent l'élément qui permet de garder un juste équilibre dans des situations de tension entre des éléments contradictoires, tels que la capacité du tribunal à contrôler sa procédure et l'obligation d'équité, de même que le degré de respect devant être manifesté par les cours quant à l'exercice du pouvoir discrétionnaire du tribunal – La Cour estime que la Commission n'avait pas procédé en vertu du pouvoir que lui confèrent le paragraphe 110 (18) et la règle 41, mais plutôt en vertu des dispositions de ses règles générales sur l'abrègement – En dérogeant à la norme par l'abrègement, la Commission ne peut que modifier les délais et non les éliminer; elle doit donner avis d'une audience, mais elle peut modifier les modalités de celle-ci; elle doit tenir une audience, mais elle peut permettre sa tenue par voie électronique; elle doit donner aux parties toutes les occasions possibles de présenter leur preuve et de faire des observations, mais elle peut stipuler la manière de le faire, ainsi par voie orale ou par voie écrite, que la preuve soit ou non admissible dans une cour de justice – La Cour

passer en revue les critères qui doivent lui servir à évaluer l'obligation d'équité procédurale de la Commission, tel qu'on l'expose dans *Baker*, et elle conclut que la Commission doit faire l'objet d'un haut degré de respect en ce qui concerne l'équité de ses décisions en matière de procédure – La Cour juge que, en l'occurrence, les circonstances étaient exceptionnelles, qu'elles justifiaient une intervention rapide et que l'abrègement des délais et des procédures opéré par la Commission et son constat qu'il y avait eu avis et signification en bonne et due forme étaient appropriés vu la situation et ne constituaient pas une violation de l'équité – La Cour ne trouve rien à redire à l'abrègement du délai de présentation de la preuve lors de la seconde audience, et elle estime que le syndicat a eu des occasions suffisantes et équitables de présenter sa preuve et de clarifier sa position – Enfin, la Cour conclut que, s'il y a eu manque d'équité lors de la première audience, ce manque a été compensé lors de l'audience en réexamen – Requête en révision judiciaire rejetée

**AMALGAMATED TRANSIT UNION, LOCAL 113; RE TORONTO TRANSIT COMMISSION AND OLRB; File Nos. 0618-06-U; 0620-06-U (Court File No. 261/06) Dated October 1, 2007; Panel: Ferrier, Whalen, Cumming JJ. (42 pages)**

---

Les décisions énumérées dans le présent bulletin seront publiées dans les *Reports* de la Commission des relations de travail de l'Ontario. On peut consulter la version préliminaire des *Reports* à la Bibliothèque des tribunaux du travail de l'Ontario, 7<sup>e</sup> étage, 505, avenue University, à Toronto.

## Procédures en instance

Intitulé et n° du dossier de la Cour	N° du dossier de la Commission	Stade de traitement de l'affaire
<b>Ottawa-Carleton Public Employees Union (CUPE), Local 503</b> v. City of Ottawa et al Divisional Court No. 423/07	1386-06-R	En cours
<b>Limen Masonry et al</b> v. Brick and Allied Craft et al Divisional Court No. 413/07	3862-05-R; 3864-05-R	En cours
<b>Dev Misir</b> v. Muluneshi F. Agago et al Divisional Court No. 281/07	0769-06-ES	En cours
<b>Eastern Eavestroughing</b> v. Sheet Metal Workers', et al Divisional Court No. 359/07	3394-06-R; 3399-06-R; 3418-06-R; 3528-06-R; 3545-06-R; 3641-06-R; 3797-06-R; 4039-06-R	En cours
<b>Dr. Oliver Bajor</b> v. OLRB Divisional Court No. 258/07	0353-06-ES	En cours
<b>1257707 Ont. Ltd. o/a Oakville Honda</b> v. Creyos Batchelor & OLRB Divisional Court No. 152/07	0784-06-ES	3 décembre 2007
<b>Jacobs Catalytic Ltd.</b> v. IBEW Local 353 et al Divisional Court No. 117/07	3737-05-U	10 janvier 2008
<b>Dana Horochowski</b> v. OECTA; York Catholic DSB Divisional Court No. 93/07	1115-04-U	En cours
<b>Hurley Corporation</b> v. OLRB; SEIU L. 2.on Divisional Court No. 23/07	2915-06-R	En cours
<b>Comstock Canada et al</b> v. United Association of Journeymen and Apprentices in the Plumbing and Pipefitting Industry of the United States and Canada, Local 527 Divisional Court No. 522/06	2558-03-JD	22 novembre 2007
<b>Janet Kitson</b> v. OLRB et al Divisional Court No. 492/06	4205-02-U	En cours
<b>Johnson Controls Ltd.</b> v. Brookfield Lepage Divisional Court No. 406/06	1634-04-R	Ajournée – sine die
<b>TTC</b> v. Amalgamated Transit Union Divisional Court No. 261/06	0618-06-U; 0620-06-U	Rejetée – 1 <sup>er</sup> octobre 2007
<b>Abduraham, Abdoulrab</b> v. Novaquest Finishing Divisional Court No. 327/06	2222-04-ES, 2223-04-ES, 2224-04-ES	Rejetée – 13 août 2007 Requête en autorisation d'en appeler à la C. A.
<b>City of Hamilton</b> v. Carpenters, Local 18 Divisional Court No. 209/06	1785-05-R	En cours
<b>Guild Electric Limited et al</b> v. IBEW, Local 1739 Divisional Court No. 202/06	4179-05-U; 4307-05-M	Rejetée – 22 juin 2007; requête en autorisation d'en appeler à la C. A.
<b>Gus Nedelkopoulos v. OLRB</b> Divisional Court No. 78978/06 NEWMARKET	1838-05-U 2644-05-U	10 mars 2008
<b>Mississaugas of Scugog Island First Nation</b> v. Great Blue Heron et al Divisional Court No. 10/04 Court of Appeal No. C-46210	1271-03-U; 1336-03-M; 1414-03-M	9, 10 et 11 octobre 2007
<b>Maystar General Contractors Inc.</b> v. IUPAT, Local 1819 Divisional Court No. 481/06 Court of Appeal No. C47489	0812-06-R	Cour d'appel 25 mars 2008

Intitulé et n° du dossier de la Cour	N° du dossier de la Commission	Stade de traitement de l'affaire
<b>Greater Essex County District School Board v.</b> IBEW Local 773 Divisional Court No. 126/06 Motion for Leave No. M34720 S.C.C. No. 32171	1702-04-R; 3120-04-R; 3172-04-R; 3173-04-R; 3174-04-R	Requête en autorisation d'en appeler à la C. S. C.